

⇒ L'année 2025 a été marquée, en Belgique, par un mouvement de contestation sociale d'opposition au gouvernement Arizona de grande ampleur. Toutefois, au sein de celui-ci, la question de la réforme du chômage a été largement oblitérée. (2) Notre détour par les États-Unis nous amène à nous poser, concernant les chômeurs, la question suivante : le développement de *fake news* sur les exclus n'a-t-il pas été favorisé par l'absence de mobilisation nationale spécifique pour combattre l'adoption de la loi organisant la limitation dans le temps des allocations de chômage, que ce soit du côté des syndicats ou des partis dits de gauche ? Une faiblesse dont la droite a pleinement profité pour aller toujours plus loin dans la stigmatisation publique des allocataires.

Le social-libéralisme, tout comme une « écologie de jardinage » ne nous seront d'aucune utilité. À l'heure où les polycrises — économiques, sociales, environnementales, démocratiques, sécuritaires — s'approfondissent et s'emballent, on ne pourra pas endiguer la *trumpisation* sans lui opposer un projet de rupture, à la fois avec le néolibéralisme, avec la destruction des conditions écologiques de la survie de l'espèce humaine et avec l'enrégimentement guerrier de la société.

### Faire front

Les années 1920 - 1930 ont vu l'émergence du fas-

cisme en Europe. Notre situation est différente, mais nous avons sans doute des leçons à tirer de notre histoire pour réfléchir à la façon de résister à l'ascension du *trumpisme*. L'ascension de Mussolini et d'Hitler

aurait pu être empêchée. En Italie comme en Allemagne, les partis libéraux et conservateurs ont été les marchepieds pour l'accession des fascistes au pouvoir, avant d'être eux-mêmes dissous par ceux-ci, une fois arrivés au gouvernement. La division entre les gauches (l'une accusée d'être « social-fasciste », l'autre

d'être « moscoutaire ») n'a pas aidé à contrer efficacement la prise de pouvoir fasciste. Il a fallu attendre 1934 pour que, face à la montée du danger fasciste, mais avec trop de retard, les gauches européennes mettent en avant leurs convergences et forment des Fronts populaires, capables de porter un projet alternatif réformiste radical susceptible de constituer une alternative. Pussions-nous, en 2026, voir - juger - agir, nous rassembler et faire front devant le péril. Car « *il est encore fécond, le ventre d'où a surgi la bête immonde* ». □

(1) Cole Stangler, « Le miroir américain – Enquête sur la radicalisation de la droite et l'avenir de la gauche », *Les Arenes Eds*, 2025, p. 70 et 76.

(2) Arnaud Lismond-Mertes, « On était là, mais... », *Ensemble !* n°116, p. 8.

# LA DROITE, L'EXTRÊME DROITE, LE FASCISME ET LE MR

Le débat agite - à juste titre - le landerneau politique et associatif.  
Le MR peut-il (doit-il) être qualifié d'extrême droite et/ou de fasciste ?

Hugues Le Paige (réalisateur, journaliste, écrivain)

La question n'est évidemment pas que sémantique. La réponse qu'on lui donne conditionne le comportement que les forces démocratiques doivent adopter vis-à-vis du Mouvement réformateur, comme on l'a vu récemment à propos des manifestations qui voulaient empêcher la tenue de réunions des Libéraux à Liège et à Saint-Gilles. Deux analyses récentes permettent de cadrer le débat et de servir de base à une réflexion et à l'élaboration d'une réponse stratégique à « l'extrême droitisation » du MR, qui, elle, est de toute

manière incontestable. Il y a quelque temps déjà, Martin Georges (1) avait justement démontré tout ce qui nourrit la « guerre culturelle » entreprise par Georges-Louis Bouchez contre la gauche, le « *wokisme* », les syndicats, les médias « gauchistes » et à peu près toutes les forces qui contestent peu ou prou le capitalisme. L'arrivée de militants du mouvement d'extrême droite « Chez Nous » au sein du parti, le relais sur les réseaux sociaux de sites d'extrême droite ou fascistes par des élus et des dirigeants libéraux (dont son président lui-même), des

déclarations xénophobes et racistes de ministres du MR, les attaques directes contre les journalistes et contre la RTBF, les charges permanentes contre «les assistés sociaux» sont autant d'éléments qui font dire à Martin Georges que «si le MR n'est pas d'extrême droite, ce qui est certain, c'est que l'extrême droite est aujourd'hui au MR». Et il est incontestable que pour une frange importante du MR, son président en tête, un certain nombre de «valeurs» d'extrême droite sont partagées et validées, ce qui aboutit à leur légitimation.

L'autre analyse pertinente et qui mérite débat est celle de Vincent de Coorebyter parue dans *Le Soir*. (2) Le politologue reprend et valide les propos de Martin Georges « J'étais convaincu qu'on ne peut pas qualifier le MR d'« extrême droite », et je le pense toujours. Mais j'étais troublé par la longue liste d'indices, ou de signaux d'alerte, émanant d'acteurs politiques ou d'intellectuels qui dénoncent au minimum un glissement du MR vers l'extrême droite ». Et de Coorebyter de nuancer : « Pour le reste, j'y vois surtout, à ce stade, du populisme et de l'électorisme, une stratégie d'incarnation de la vox populi réactionnaire, avec laquelle Georges-Louis Bouchez se sent en phase et qu'il décide donc de relayer ».

### L'extrême droitisation du MR est incontestable

Les nuances sont importantes et le sens des mots primordial dans l'analyse politique d'un phénomène qui peut mettre aujourd'hui en cause des éléments de la démocratie et de l'État de droit. Mais dans les faits et les actes, l'extrême droitisation du MR est incontestable. Cela ne signifie pas pour autant que l'on puisse le qualifier de fasciste. La doctrine créée par Mussolini répond à des critères précis : système totalitaire, reniant toutes les libertés individuelles et démocratiques, nationalisme, militarisme, populisme, culte du chef, racisme. Accuser le MR de « fascisme » non seulement ne correspond pas aux critères scientifiques et historiques, mais finit par empêcher de combattre plus efficacement une politique qui menace la démocratie politique et sociale.

Car aujourd'hui le plus grand danger n'est pas l'irruption du fascisme, mais bien l'alliance ouverte ou feutrée entre une droite traditionnelle radicalisée et une extrême droite drapée dans une pseudo respectabilité. La



tendance est à l'œuvre dans plusieurs pays européens et est déjà arrivée à ses fins en Italie sous la houlette de Giorgia Meloni. De plus, elle bénéficie des encouragements de Donald Trump. Au parlement européen, le PPE (démocrate-chrétien) construit de plus en plus souvent des alliances avec les partis d'extrême droite et néofascistes. En France, les Républicains (Rettailleau, Wauquiez) sont prêts demain à former des majorités avec le Rassemblement national. En Belgique, le MR n'est pas dans la même équation parlementaire puisque l'extrême droite francophone n'a pas de représentants, mais il se coule dans la même démarche idéologique en portant peu ou prou des éléments de son

programme. C'est en tenant compte de cette réalité qu'il faut faire barrage à la « guerre culturelle » menée par Georges Louis Bouchez. En n'oubliant jamais que si elle a trouvé un terrain où fructifier, c'est aussi parce qu'au cours des décennies précédentes

la gauche dite « de gouvernement » a abandonné le terrain des luttes populaires et a succombé aux sirènes du néolibéralisme. (3) □

(1) Martin Georges, « Enquête. L'extrême droite au MR, ou la stratégie de la perversion », *Revue Politique*, 07.08.2025.

(2) Vincent de Coorebyter : « Je ne parlais pas d'extrême droite au MR, mais d'un populisme assumé », *Le Soir*, 06.12.25.

(3) Merci à Hugues Le Paige de nous avoir autorisé à reprendre ici sa note de blog du 06.12.25, publiée sur leblognotesdehugueslepaige.be

*Battre les blancs avec un coin rouge, Lazar Lissitzky, 1919 (Russian State Library).*

CRÉDIT : DOMAINE PUBLIC.

**« Le danger est l'alliance entre une droite traditionnelle radicalisée et une extrême-droite pseudo-respectable ».**